



CCI
CUTTING CRIME
IMPACT

Fiche de synthèse

Mesurer et mitiger le sentiment d'insécurité

Cette fiche de synthèse reflète la recherche menée pour le rapport sur l'état-de-l'art en matière de mesure et de réduction du sentiment d'insécurité des citoyens (livrable CCI D2.6).

Cutting Crime Impact (CCI)

Cutting Crime Impact (CCI) est un projet financé par l'UE qui soutient la police et les autorités locales et nationales concernées (les décideurs politiques en charge de la sécurité) pour réduire l'impact de la délinquance et si possible la prévenir. Le projet CCI soutient les approches préventives, fondées sur des données probantes et durables face à la délinquance à fort impact.

CCI va concevoir, développer et démontrer des boîtes à outils concernant quatre thématiques :



Police prédictive



Police de proximité



prévention de la délinquance par l'urbanisme et l'aménagement urbain



Mesurer et mitiger le sentiment d'insécurité des citoyens

Les décideurs politiques veulent-ils mesurer le sentiment d'insécurité des citoyens ?

« Les décideurs politiques ont besoin de benchmarks parce qu'il est important de savoir comment ils se positionnent maintenant comparé à il y a vingt ans, ou pourquoi ils sont pires ou mieux que d'autres. Les décideurs politiques, du moins s'ils s'intéressent au contexte global, veulent aussi que ces différences soient expliquées.»



Si vous désirez obtenir plus d'informations à propos de Cutting Crime Impact, contactez:
Noreen Muzaffar, Chargé de projet CCI
à l'Université de Salford
n.muzaffar@salford.ac.uk ou Pilar De La Torre
à l'Efus delatorre@efus.eu

¹ Martin Killias, University de Zurich, président du projet "European Sourcebook of Crime and Criminal Justice Statistics".

Comment mesure-t-on le sentiment d'insécurité ?

Les méthodes d'enquête ne sont pas seulement utilisées pour comprendre la délinquance en mesurant les expériences de victimisation des citoyens, mais aussi pour explorer une gamme d'autres problèmes, dont le sentiment d'insécurité des citoyens.

1.

La « National Crime Victimization Survey » (NCVS) aux États-Unis

- La première étude de mesure de la victimisation a été conduite en 1973 aux États-Unis. Elle a pour objectif d'obtenir des informations sur l'expérience qu'ont les citoyens de la criminalité. La NCVS couvre (i) les délits sur la personne : viol et agressions sexuelles ; vols ; agressions simples et avec violence ; vols sur les personnes ainsi que (ii) délits contre la propriété : cambriolage ; vol de véhicule et autres vols.
- > Avant le lancement de l'enquête de victimisation, la seule information disponible était celle de la police.^[2]
- > L'étude NCVS demande aux répondants des informations sur leur expérience de la victimisation, qu'elle ait ou non été signalée à la police.
- > Pour chaque incident de victimisation, la NCVS recueille des informations sur : (i) l'auteur du délit – c'est-à-dire âge, race, sexe et relation avec la victime ; (ii) les caractéristiques du délit – c'est-à-dire l'heure/date et le lieu de l'incident, l'utilisation d'armes, la nature de la blessure et les conséquences économiques ; (iii) si le délit a été signalé à la police et sinon les raisons pour lesquelles il n'a pas été signalé ; (iv) les expériences de la victime avec le système de justice pénale.
- > La NCVS se renseigne aussi sur le sentiment et la perception des citoyens : s'ils se sentent en sécurité à leur domicile ou dans leur quartier ; s'ils ont peur d'être victimes d'un délit ; leur évaluation du risque qu'ils encourent personnellement d'être victime d'un délit ; leurs craintes sur la criminalité en général ; leur bien-être personnel, et leurs opinions sur l'efficacité de la police et du système de justice pénale.

Les données récoltées permettent de comprendre pourquoi les victimes ne signalent pas les délits à la police, pourquoi certaines victimes reçoivent un soutien et pas d'autres et si ces victimes reçoivent un soutien pour prévenir la victimisation répétée. Ces informations sont utilisées pour : prévenir les délits ; mesurer la performance des organismes publics (évaluation de la satisfaction à propos de la réponse de la police et des services d'aide aux victimes) ; obtenir des informations fiables sur les conséquences ou les dommages associés à l'incident ; récolter des informations pour évaluer le bien-être de la communauté, et mesurer le niveau de confiance des résidents envers leur communauté.

2.

L'étude de victimisation internationale (International Crime Victimization Survey, ICVS)

- Lancée en 1987 par un groupe de criminologues européens experts en études de victimisation (Van Dijk, Mayhew, Killias, 1990), l'ICVS^[4] demande aux participants des informations sur leur expérience de 10 délits courants au cours des 12 mois antérieurs (les délits définis de façon large comme liés aux véhicules, aux cambriolages, aux vols de biens personnels et les délits commis par des proches ou connaissances).
- > Les études ont jusqu'à présent été conduites par téléphone mais récemment, des méthodologies d'enquête en ligne ont été testées.
- > Le nombre de foyers étudiés est assez réduit (environ 2 000 dans chaque pays) mais grâce à l'échantillonnage et à la méthodologie standard, l'échantillon est assez représentatif. Ces données des études de victimisation permettent aux chercheurs et aux décideurs politiques d'établir de comparer par pays les niveaux de victimisation et les tendances.
- > Les mesures du sentiment d'insécurité couvertes par l'ICVS ont trait à : (i) l'environnement (quartier, à quel moment de la journée, etc.) ; (ii) l'expérience du répondant et (iii) le profil du répondant.
- > L'ICVS permet de récolter des informations précieuses sur la victimisation qui intéressent les forces de l'ordre et les décideurs politiques. Mais il est difficile d'obtenir des financements pour ces études de façon régulière et le coût a régulièrement retardé leur mise en oeuvre.
- > Les résultats montrent des différences importantes entre le sentiment d'insécurité des citoyens et le niveau réel de la délinquance.

² Informations signalées à et enregistrées par les forces de l'ordre.

³ Recommandations de la « Task Force sur la police du 21^e siècle » (21st Century Policing Task Force Report).

⁴ L'ICVS couvre 80 pays.

5.

L'Indice de Sécurité de Rotterdam, Pays-Bas : l'audit de sécurité

Le projet européen AUDITS a identifié un certain nombre de méthodes intéressantes de mesure de l'insécurité, dont l'Indice de Sécurité de Rotterdam. La ville de Rotterdam, qui comprend 14 districts et 71 quartiers, a élaboré un outil qui combine les données officielles de la police et celles recueillies dans les enquêtes. L'indice couvre trois aspects : (i) l'indice de sûreté ; (ii) l'indice social, et (iii) l'indice physique.

> Afin d'identifier les quartiers qui ont besoin d'une sécurité renforcée, il est essentiel d'avoir un système de monitoring. La municipalité de Rotterdam travaille avec ses partenaires, résidents et entreprises pour maintenir un niveau général de sécurité et l'accroître là où nécessaire.[7]

> Au niveau national, la sécurité est mesurée au travers d'une enquête à grande échelle distribuée par toutes les administrations de police régionales et municipales. Il est possible d'établir des comparaisons entre villes. Afin de suivre la sécurité à l'échelle locale, la municipalité de Rotterdam utilise la grande enquête qui est distribuée aux habitants (15 000 répondants en ligne et par téléphone). Les résultats sont intégrés à l'Indice de Sécurité.

> Le profil de quartier n'utilise pas un système de points entre 1 et 10 mais plutôt un score en dessous ou au dessus de la moyenne pour Rotterdam (moyenne = 100).

6.

Mesurer la victimisation et l'insécurité en Allemagne

L'enquête sur la sécurité et la délinquance a été menée trois fois : en 2013, 2015 et 2017.

> Un échantillon représentatif des habitants de Basse-Saxe (âgé de 16 ans et plus) est interrogé périodiquement sur quatre aspects : (i) données socio-démographiques ; (ii) questions sur les divers aspects de la peur du crime ; (iii) un bloc de questions sur l'expérience d'être victime d'un crime ou délit, et (iv) leurs perceptions sur la police et son travail.

> La police criminelle des différents états fédérés (LKA selon le sigle en allemand) a mené cette enquête en 2015 et en 2017. La prochaine étude est prévue en 2020 et sera intégrée à une enquête nationale intitulée SKiD (sécurité et criminalité en Allemagne), organisée par la direction fédérale de la police (BKA selon le sigle en allemand).

Message principal du projet CCI

Il est important de prendre en compte les limites liées aux enquêtes d'insécurité. Les questions peuvent engendrer un sentiment d'insécurité chez les répondants si elles sont focalisées sur les risques et les dangers. En effet, la formulation d'une question peut influencer sur le choix d'une réponse. La mesure de la « peur du crime » dans les études nationales, telles que la « Crime Survey in England and Wales » (CSEW) a été critiquée. Farrell, Gray, et Jackson (2006, 2007) ont souligné que les méthodes standard de mesure de l'insécurité peuvent en fait générer la peur du crime en tant que problème social important chez une grande partie de la population, plutôt que de mesurer précisément les vrais problèmes liés à la qualité de la vie.

Les études ne mesurent pas les raisons exactes pour lesquelles les répondants se sentent insécures. Les recherches intéressantes menées par Farrell et al. (2007) sur les méthodes de mesure de la peur du crime suggèrent que la question standard « Avez-vous peur du crime ? » ne mesure pas vraiment la « peur du crime » telle qu'on l'entend habituellement. Plutôt, la question a trait à une gamme de sentiments et de points de vue sur la délinquance. Les entretiens qualitatifs montrent que les répondants répondent oui aux questions sur leurs « préoccupations » pour toutes sortes de raison. Il ou elle peut : avoir ressenti de la peur ou de l'angoisse après une expérience réelle de la délinquance ; est en colère parce qu'il/elle a été victime ou a failli être victime ; considère effrayante la perspective de devenir victime ; croit que la délinquance est un problème social important auquel il faut répondre, ou encore prend des mesures pour améliorer sa propre sécurité.

On a souligné la nécessité d'améliorer les enquêtes de mesure de l'insécurité et notamment la formulation des questions. Il est certain que certaines questions appellent une réponse négative, ce qui introduit un biais dans la mesure du sentiment d'insécurité. Certains chercheurs posent la question de savoir si la peur du crime peut se mesurer par des questions standardisées à choix multiple. De plus, en tentant de quantifier objectivement la peur du crime, les études de victimisation supposent que ces sentiments sont absolus et inchangeables. Pourtant, les recherches montrent que les attitudes et croyances des gens sont 'extraordinairement instables' et peuvent varier de façon considérable en très peu de temps. De façon plus importante, on peut se demander si les résultats obtenus dans une situation artificielle (càd une enquête) peuvent être utilisés pour en tirer des enseignements sur la vie ou les expériences quotidiennes.

3.

Enquête d'opinion européenne – Eurobaromètre

Depuis 1973, les institutions européennes mènent régulièrement des enquêtes d'opinion dans les états membres avec l'Eurobaromètre. Les résultats standards de l'Eurobaromètre sont publiés deux fois par an. Chaque enquête est menée au travers de quelque 1 000 entretiens face à face par pays.

Les Flashs Eurobaromètre sont des enquêtes téléphoniques sur des sujets précis menées à la demande de la Commission européenne. Ils lui permettent d'obtenir très rapidement des résultats et, lorsque nécessaire, de se concentrer sur tel ou tel groupe-cible.

L'Eurobaromètre a été utilisé pour poser des questions sur la victimisation et les sentiments d'insécurité, mais assez rarement. Les résultats montrent que les sentiments d'insécurité ont augmenté lentement et régulièrement à travers toute l'UE entre 1996 et 2002, alors que les taux de criminalité baissaient. Le seul état membre qui ait expérimenté une réduction constante du sentiment d'insécurité pendant cette période est l'Allemagne.

4.

Mesurer la victimisation et l'insécurité – Catalogne, Espagne

- Dans la première enquête menée à Barcelone, en 1984, il y avait 10 groupes de travail sur une large gamme de sujets – écoles, police, Justice, magasins... – ainsi qu'un groupe d'analyse. L'objectif était d'avoir « une analyse en continu de la délinquance dans la ville ».
- La première enquête était limitée aux habitants de Barcelone intra-muros (n=4 550), puis l'étude a été élargie en 1990 aux autres zones urbaines au-delà des limites administratives de la ville. Elle a ainsi été rebaptisée « Enquête de victimisation de Barcelone et des zones métropolitaines ».

- Des enquêtes ciblées ont aussi été menées sur des thèmes spécifiques, tels que les problèmes de sécurité des écoliers (démarrée en 2000), des femmes (démarrée en 2010) et plus récemment des séniors⁵. Les résultats sont particulièrement intéressants pour comprendre le sentiment d'insécurité de certains groupes spécifiques.

Les études menées sur de larges zones territoriales suggèrent qu'il y a une certaine homogénéité dans la perception ou la réalité de la délinquance, mais en fait cela ne correspond pas à la réalité. Sur le long terme, les forces de police en Catalogne ont besoin d'outils pour mesurer la perception de l'insécurité sur des territoires géographiques plus restreints. C'est pourquoi elles utilisent maintenant le résultat d'une recherche algorithmique⁶ pour évaluer le sentiment d'insécurité dans les zones faiblement peuplées (et insuffisamment représentées dans l'échantillonnage). Un tel outil permettrait aux forces de police d'élaborer des politiques concrètes pour remédier au sentiment d'insécurité de façon localisée. De fait, au travers du projet CCI, la Catalogne explore de nouvelles idées pour mesurer et mitiger le sentiment d'insécurité d'une façon qui soit spécifiquement adaptée aux besoins des utilisateurs.

⁵ Études sur la violence à l'école (4), les violences contre les femmes (90% des répondants étaient des femmes et 10% des hommes, 2 éditions), sénior (1, seulement ceux qui vivent chez eux).

⁶ Conduite par David Buil Gil à l'Université de Manchester.